



**TROISIÈME TRIMESTRE GROUPE AECON INC.**

Trimestre terminé le 30 septembre 2003

**3**

***AECON***



## MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers collègues actionnaires,

Bien que Aecon ait enregistré un bénéfice au troisième trimestre de 2003, nous continuons d'enregistrer des résultats insatisfaisants. Pour le trimestre, notre revenu de 269 millions \$ et notre bénéfice net de 0,8 million \$ sont tous deux inférieurs aux résultats enregistrés pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Tout comme notre perte nette de 11,1 millions \$ pour l'année à ce jour est plus importante qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les résultats de Aecon pour l'exercice 2003 à ce jour ont subi l'impact d'un certain nombre de facteurs, dont les plus importants sont la perte sur change non réalisé, les frais de réponse aux appels d'offres liés à de grands projets d'infrastructure et les dépassements de coûts associés à quatre projets au pays, faisant l'objet de réclamations non encore réglées.

Notre rendement financier pour l'année à ce jour demeure sans contredit bien en deçà des niveaux acceptables. Nous n'obtenons pas le type de résultats que nous attendons et que nous sommes capables de réaliser.

Comme nous l'avons annoncé à notre Assemblée générale annuelle de juin, nous procédons actuellement à l'application d'un plan de réorientation extensif visant l'amélioration du bénéfice net et la maximisation de la valeur pour les actionnaires. J'ai le plaisir de dire que même si les résultats financiers n'ont pas encore retrouvé les niveaux attendus, l'exécution de notre plan stratégique progresse bien et a généré plusieurs changements positifs depuis sa conception.

Dans notre secteur des Infrastructures, nous nous sommes reconcentrés sur nos activités de construction civile lourde dans le marché canadien. Nous avons concentré nos efforts de construction routière en Ontario sur l'expansion de notre base de travaux pour le ministère des Transports aux projets dans les secteurs fédéraux, municipaux et privés, tout en concentrant nos ressources consacrées au développement des infrastructures à l'échelle internationale sur le projet de l'Autoroute transisraélienne et sur le projet de l'aéroport de Quito, en Équateur.

En plus de ces initiatives stratégiques, Aecon a mis au point un nouvel accord de partenariat avec Hochtief, notre actionnaire principal, visant la présentation d'offres et l'exécution de grands projets de construction civile en Amérique du Nord; cet accord a déjà généré une collaboration réussie en rapport avec un certain nombre d'appels d'offres conjoints.

Dans notre secteur des Bâtiments, nous cherchons toujours à devenir un entrepreneur national et nous avons réussi à étendre notre entreprise dans de nouveaux marchés géographiques, notamment, à Halifax et à Ottawa, récemment. Par ailleurs, nous avons continué de stimuler l'expansion de notre entreprise d'aménagements d'intérieurs et de rénovations. Par suite de ces initiatives, Aecon Buildings a réussi à obtenir jusqu'à maintenant cette année de nouveaux contrats de 322 millions \$ et à porter le carnet de commandes au sommet de 296 millions \$.

Dans le secteur de la Construction industrielle, l'ancienne division industrielle de Aecon a été entièrement intégrée à la division Innovative Steam Technology (IST) pour constituer le nouveau Groupe Industriel, ce qui nous a aidé à tirer parti de synergies et de rendements améliorés.

En outre, IST continue de profiter du redressement du marché. La société a récemment conclu un accord de licence stratégique important avec Lurgi Lentjes Standardkessel Group, l'une des plus importantes sociétés d'ingénierie de transformation au monde. En vertu de cet accord, cette société, établie en Allemagne, distribuera la technologie brevetée «Once Through Steam Generator» de Aecon dans divers marchés de l'Europe et des pays de l'ancienne Union Soviétique, où le secteur de l'énergie enregistre une croissance rapide.

Toutes ces initiatives stratégiques auront une incidence positive sur nos résultats financiers et contribueront à la consolidation de Aecon et à la génération de bénéfices améliorés pour nos actionnaires.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2003, Aecon a obtenu des contrats d'un total de 690 millions \$, une hausse de 53 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Notre carnet de commandes principal de 574 millions \$ (qui comprend toutes les commandes qui ne sont pas associées aux projets internationaux majeurs de Aecon en Israël et en Inde) s'est maintenu au-delà des niveaux enregistrés pour la période correspondante de l'exercice précédent, malgré un modeste déclin au troisième trimestre.

Voici quelques-uns des nouveaux contrats obtenus au troisième trimestre ainsi que certains jalons importants :

- Aecon commence à enregistrer des revenus de sa participation à l'exploitation de l'Autoroute transisraélienne, qui est maintenant ouverte à la circulation dans une proportion de 80 %, avec un système de péage entièrement en exploitation.
- D'importants progrès se poursuivent relativement au projet hydroélectrique Nathpa Jhakri en Inde; la centrale produit actuellement de l'électricité sur une base commerciale.
- La division de Seattle de Aecon a obtenu quatre contrats d'une valeur totale de 32 millions \$ CAN.
- Aecon Buildings a obtenu un contrat de 20 millions \$ relativement à des travaux additionnels associés à la gestion de la construction de la nouvelle aérogare de l'Aéroport international Lester B. Pearson, à Toronto.
- Un nouvel accord de partenariat a été négocié avec Hochtief, notre principal actionnaire, relativement à la présentation d'offres et à la réalisation de grands projets de construction civile en Amérique du Nord. Le nouvel accord a déjà porté fruit et a permis l'obtention d'un contrat de projet hydroélectrique de 108 millions \$ dans le nord du Québec.
- IST a obtenu un contrat de 7,6 millions \$ de Siemens Netherlands, en vertu duquel la société assurera l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction de deux générateurs de vapeur à passage unique dans une centrale électrique aménagée à Ashkelon, en Israël.
- Le revenu du Groupe Industriel provenant de la fabrication de canalisations quadruple par rapport au chiffre enregistré pour la période correspondante de 2002.
- Le Groupe Industriel a également obtenu un contrat de travaux additionnels de 8 millions \$ de Syncrude Canada en vertu duquel il procédera à la fabrication de modules de matériel destinés à l'expansion des installations de Fort McMurray, en Alberta.

Dans l'ensemble, je prévois que, nonobstant un troisième trimestre rentable et une amélioration prévue pour le quatrième trimestre, les résultats du deuxième semestre de l'exercice ne seront vraisemblablement pas suffisants pour compenser pleinement les faibles résultats enregistrés au premier semestre de 2003. La capacité de Aecon à retrouver la rentabilité en 2003 pourrait être réduite à des questions liées au moment de la récupération des réclamations et à l'importance et à la direction de l'évolution des taux de change.

Pour 2004 et les années ultérieures, je suis convaincu que Aecon pourra améliorer ses résultats financiers nets. Nous avons les gens et l'expertise nécessaires et nous avons adopté une stratégie qui permettra la construction d'une plate-forme solide devant assurer la rentabilité de l'entreprise.

Au nom du Conseil d'administration,

Le président du conseil et chef de la direction,



**Jean M. Beck**

Le 14 novembre 2003

# REVUE ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La revue et l'analyse des résultats consolidés de l'exploitation et de la situation financière de Groupe Aecon Inc. («Aecon»), présentées ci-dessous, devraient être lues de concert avec les états financiers consolidés intermédiaires de la société, et les notes afférentes.

## Résultats d'exploitation

### Introduction

Aecon poursuit des activités dans trois principaux secteurs de l'industrie de la construction : Infrastructures, Bâtiments et Construction industrielle. La participation de Aecon au marché de l'énergie nucléaire, dans le cadre d'un partenariat, qui, jusqu'au troisième trimestre de 2002, était incluse sous le poste Siège social et autres, est maintenant intégrée au secteur de la Construction industrielle, et les données comparées ont été regroupées en conséquence.

L'industrie de la construction au Canada a un caractère saisonnier tributaire des conditions météorologiques, et il se fait beaucoup moins de travaux au cours des mois de l'hiver et du début du printemps. Aecon enregistre donc une évolution saisonnière de ses résultats d'exploitation et le premier trimestre de l'exercice reflète habituellement des revenus plus faibles et des pertes d'exploitation. Les résultats d'un trimestre ne sont donc pas indicatifs des résultats de tout autre trimestre ou de ceux de l'exercice.

### Consolidation

*Fais saillants d'ordre financier*

| en millions \$                    | Trimestre terminé le 30 septembre |          |                | Neuf mois terminés le 30 septembre |          |                |
|-----------------------------------|-----------------------------------|----------|----------------|------------------------------------|----------|----------------|
|                                   | 2003                              | 2002     | Variation en % | 2003                               | 2002     | Variation en % |
| Revenu                            | <b>269,0 \$</b>                   | 299,9 \$ | (10,3)%        | <b>695,1 \$</b>                    | 764,3 \$ | (9,1)%         |
| Bénéfice d'exploitation (perte)   | <b>3,6 \$</b>                     | 6,4 \$   | (43,7)%        | <b>(12,5) \$</b>                   | 1,6 \$   | n/d            |
| Rendement sur le revenu           | <b>1,3%</b>                       | 2,1%     | (37,2)%        | <b>(1,8)%</b>                      | 0,2%     | n/d            |
| Carnet de commandes, 30 septembre | <b>623,2 \$</b>                   | 721,2 \$ | (13,6)%        |                                    |          |                |

Au troisième trimestre, le revenu a été de 269,0 millions \$, en baisse de 10,3 % par rapport à la période correspondante de 2002, tous les secteurs d'exploitation ayant enregistré des baisses du chiffre d'affaires. Ceci s'explique par une association de la faible demande générale dans plusieurs secteurs et par la conduite à terme d'un certain nombre de contrats majeurs. Pour la période de neuf mois, le revenu a baissé de 69,2 millions \$, ou de 9,1 %, par rapport à 2002.

Les marges bénéficiaires d'exploitation, qui correspondent au revenu après les coûts et dépenses, se sont chiffrées à 5,9 % du revenu pour le trimestre, par rapport à 6,8 % à l'exercice précédent. Les marges bénéficiaires ont baissé dans le secteur des Infrastructures et dans le secteur des Bâtiments mais elles ont progressé dans le secteur de la Construction industrielle. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les marges bénéficiaires d'exploitation se sont chiffrées à 4,3 % du revenu, en regard de 6,3 % en 2002. Les résultats d'exploitation sous chacun des trois principaux secteurs sont revus sous la rubrique Rapports sectoriels.

Les conversions de devises non réalisées, liées principalement à la conversion des investissements de Aecon dans les projets internationaux, se sont traduites par un gain de 1,3 million \$ pour le trimestre et par une perte de 4,8 millions \$ pour la période de neuf mois. La plus grande partie du gain réalisé pour le trimestre est associée à la conversion d'éléments d'actif et de passif libellés en shekels en rapport avec le Projet d'autoroute transisraélienne de Aecon. Pour la période de neuf mois, la perte de conversion non réalisée a été attribuable principalement à la baisse du dollar américain et de la roupie par rapport à la devise canadienne.

Au troisième trimestre, les Frais généraux et dépenses de commercialisation et d'administration («MG&A») ont été de 10,1 millions \$, en baisse de 2,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2002. 1,7 million \$ de cette baisse est attribuable à l'impact des autres postes de revenu, principalement aux gains de conversion de devises étrangères mentionnés au paragraphe précédent, qui sont inclus sous le poste MG&A. Le solde de la baisse reflète les coupures de frais généraux et le fait que les coûts liés à l'appel d'offres concernant Quito, comptabilisés au fur et à mesure au cours du troisième trimestre de 2002, font actuellement l'objet d'un report parce qu'ils ont été encourus après la signature du contrat de concession le 16 septembre 2002. Pour la période de neuf mois, le poste MG&A s'est chiffré à 38,3 millions \$, soit 3,4 millions \$, ou 8,1 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le poste Dépréciation et amortissement a été de 2,2 millions \$ au troisième trimestre, et de 6,8 millions \$ pour la période de neuf mois; ces deux sommes sont légèrement inférieures à celles des périodes correspondantes de 2002.

Au troisième trimestre, les gains générés par la vente d'éléments d'actif immobiliers et d'investissements ont été peu considérables, et se sont chiffrés à 0,1 million \$, en regard de 0,3 million \$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, les gains générés par la vente d'éléments d'actif immobiliers et d'investissements se sont chiffrés à 3,0 millions \$, ce qui comprend 1,8 million \$ provenant de la vente de l'investissement de Aecon dans Tankology Canada Inc. et 0,5 million \$ provenant de la vente d'immeubles situés à Barrie, en Ontario. Ceci se compare à des gains de 0,8 million \$ pour les trois premiers trimestres de 2002 provenant de la vente d'éléments d'actif.

Les frais d'intérêt nets ont été de 0,9 million \$ au troisième trimestre, en baisse de 0,4 million \$ par rapport à 2002. Pour les neuf premiers mois de l'année, les intérêts ont été de 2,0 millions \$, soit 1,1 million \$ de moins qu'à l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable aux frais d'intérêt moindres encourus dans le cadre du projet hydroélectrique Nathpa Jhakri, en Inde, entrepris en coparticipation, alors que les avances fournies par le propriétaire, portant intérêt, ont été en grande partie remboursées.

Au troisième trimestre, le taux d'impôt réel a été de 71,0 %, ce qui est nettement supérieur au taux d'impôt sur le bénéfice statutaire réuni fédéral canadien et provincial (Ontario) de 36,6 %. Un redressement cumulatif de 0,9 million \$ de la taxe sur le bénéfice en Israël explique la plus grande partie du différentiel de taux. Pour la période de neuf mois, le taux réel de la récupération de l'impôt sur les pertes avant impôts a été de 23,3 %. En plus de l'impact des impôts sur le revenu en Israël, la récupération de taux a été affectée par l'effet conjugué des pertes constatées dans les juridictions où le taux est bas, et des revenus constatés dans les juridictions où le taux est élevé, les pertes sur change étant traitées comme des pertes en capital aux fins de l'impôt et récupérables à seulement 18,3 %, tout comme les dépenses qui ne sont pas admissibles aux fins de l'impôt et de l'impôt sur les sociétés d'envergure.

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2003, Aecon a enregistré un bénéfice net de 0,8 million \$, ou de 0,03 \$ par action avant dilution, en regard d'un bénéfice de 2,7 millions \$, ou de 0,11 \$ par action avant dilution, enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'année, Aecon a enregistré une perte de 11,1 millions \$, ou de 0,47 \$ par action avant dilution, en regard d'une perte de 2,3 millions \$, ou de 0,10 \$ par action avant dilution en 2002.

Des contrats d'une valeur de 232 millions \$ ont été attribués à Aecon pour le trimestre, et d'une valeur de 690 millions \$ pour l'exercice à ce jour, en regard de 260 millions \$ et de 637 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le 30 septembre, le carnet de commandes était de 623 millions \$, en regard de 721 millions \$ au même moment à l'exercice précédent. Le carnet de commandes a enregistré une hausse de 119 millions \$ dans le secteur des Bâtiments, mais une baisse de 203 millions \$ dans le secteur des Infrastructures, principalement attribuable à la progression liée aux deux projets internationaux majeurs de Aecon. Le carnet de commandes principal, qui comprend exclusivement ces projets majeurs, était de 574 millions \$ à la fin du troisième trimestre, une hausse de 2 % par rapport à la période correspondante de 2002. Environ 40 % de la valeur du carnet de commandes de Aecon au 30 septembre devrait être réalisée à la fin de l'année.

## Rapports sectoriels

### Infrastructures

Fais saillants d'ordre financier

Trimestre terminé le 30 septembre

Neuf mois terminés le 30 septembre

| en millions \$                            | Trimestre terminé le 30 septembre |          |                | Neuf mois terminés le 30 septembre |          |                |
|---|-----------------------------------|----------|----------------|------------------------------------|----------|----------------|
|   | 2003                              | 2002     | Variation en % | 2003                               | 2002     | Variation en % |
| Revenu                                    | <b>151,8 \$</b>                   | 170,1 \$ | (10,8)%        | <b>331,0 \$</b>                    | 360,5 \$ | (8,2)%         |
| Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) | <b>0,1 \$</b>                     | 4,7 \$   | (98,9)%        | <b>(12,9) \$</b>                   | 6,3 \$   | n/d            |
| Rendement sur le revenu                   | -                                 | 2,8%     | (98,7)%        | <b>(3,9)%</b>                      | 1,7%     | n/d            |
| Carnet de commandes, 30 septembre         | <b>254,1 \$</b>                   | 457,1 \$ | (44,4)%        |                                    |          |                |

Dans le secteur des Infrastructures, le revenu provenant des activités de construction routière a continué de progresser au cours du trimestre, en hausse de 14 millions \$, ou de 25 %, par rapport à 2002. Bien que ceci n'ait pas une grande importance dans une perspective de revenu, puisqu'il s'agit d'une somme d'environ 1 million \$ par trimestre, un jalon a été atteint puisque Aecon a commencé à enregistrer des revenus provenant de ses intérêts dans l'exploitation de l'Autoroute transisraélienne, alors que 80 % de l'autoroute est maintenant ouverte à la circulation. Les autres activités dans ce secteur ont généré des revenus moindres. Le projet d'Autoroute transisraélienne et le projet hydroélectrique de Nathpa Jhakri ont enregistré une diminution réunie de 17 millions \$ pour le trimestre, alors que les deux projets sont presque achevés. Au cours du trimestre, 6 % de la valeur totale du contrat de l'Autoroute transisraélienne a été achevé, en regard de 9 % au troisième trimestre de 2002; le projet est actuellement terminé dans une proportion de 87 %. Dans le cas du projet hydroélectrique Nathpa Jhakri, 1 % du contrat a été réalisé au troisième trimestre, en regard de 4 % à l'exercice précédent; le projet est maintenant réalisé dans une proportion de 93 %. Les travaux de services publics sont demeurés moins considérables au cours du trimestre, et le revenu a fléchi de 9 millions \$, ou de 22 %. La division de la Construction civile du Québec a enregistré une baisse de revenu de 13 millions \$, ou de 43 %, en raison de la diminution du nombre de projets d'envergure et du fait qu'un revenu de 2,5 millions \$ a été inclus au troisième trimestre de 2002 en rapport avec le règlement d'une réclamation auprès d'Hydro Québec. Pour la période de neuf mois, le revenu du secteur des Infrastructures a baissé de 29,5 millions \$, ou de 8,2 %, par rapport à 2002.

Le bénéfice d'exploitation sectoriel pour le secteur des Infrastructures a été de 0,1 million \$ au troisième trimestre, en baisse de 4,6 millions \$ par rapport à 2002. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées par la division du Québec, qui a enregistré une baisse de 4,1 millions \$, et par les activités des Services publics, qui ont enregistré une baisse de 4,5 millions \$. Au Québec, les pertes encourues en rapport avec deux contrats majeurs expliquent 3,0 millions \$ de la baisse d'une année à l'autre. En outre, le règlement de la réclamation auprès d'Hydro Québec s'est traduit par un apport au bénéfice exceptionnel de 1,3 million \$ en 2002 (voir la note ci-dessus). Dans le secteur des Services publics, les marges bénéficiaires d'exploitation ont été affectées par les faibles chiffres attribuables à la faiblesse de la demande dans plusieurs secteurs clés et par la grande concurrence. Les dépenses, notamment dans le parc de matériel où les coûts sont en grande partie fixes, n'ont pu être réduites suffisamment pour protéger les marges bénéficiaires nettes. Ces variations négatives ont été exacerbées par une perte additionnelle de 1,7 million \$ encourue pour achever un important projet de pipeline. Même si le bénéfice d'exploitation provenant du projet d'Autoroute transisraélienne a été de 3,5 millions \$ supérieur à celui de l'exercice précédent, le troisième trimestre de 2002 a subi l'impact de l'effet cumulatif d'une révision de bénéfice à la baisse de l'ordre de 3,8 millions \$. Compensant en partie ces impacts négatifs, les activités de construction routière en Ontario ont enregistré de meilleurs bénéfices d'exploitation et le bénéfice a progressé de 1,3 million \$ au cours du trimestre. Pour la période de neuf mois, le secteur des Infrastructures a subi une perte d'exploitation de 12,9 millions \$, en regard d'un bénéfice de 6,3 millions \$ en 2002.

De nouvelles attributions de contrats de 110 millions \$ ont été enregistrées au cours du trimestre, soit 226 millions \$ pour l'année à ce jour, en regard de 179 millions \$ et de 383 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le carnet de commandes a baissé de 203 millions \$ depuis le troisième trimestre de 2002, principalement par suite de l'importance des travaux de construction réalisés dans le cadre du projet d'Autoroute transisraélienne et du projet hydroélectrique Nathpa Jhakri. Environ 50 % de la valeur du carnet de commandes du secteur des Infrastructures, au 30 septembre, devrait être réalisé à la fin de l'année.

## Bâtiments

Fais saillants d'ordre financier

| en millions \$                    | Trimestre terminé le 30 septembre |          |                | Neuf mois terminés le 30 septembre |          |                |
|-----------------------------------|-----------------------------------|----------|----------------|------------------------------------|----------|----------------|
|                                   | 2003                              | 2002     | Variation en % | 2003                               | 2002     | Variation en % |
| Revenu                            | <b>67,9 \$</b>                    | 79,9 \$  | (15,1)%        | <b>213,6 \$</b>                    | 261,7 \$ | (18,4)%        |
| Bénéfice d'exploitation sectoriel | <b>0,3 \$</b>                     | 1,3 \$   | (77,8)%        | <b>1,4 \$</b>                      | 3,9 \$   | (64,2)%        |
| Rendement sur le revenu           | <b>0,4%</b>                       | 1,6%     | (73,9)%        | <b>0,6%</b>                        | 1,5%     | (56,2)%        |
| Carnet de commandes, 30 septembre | <b>295,9 \$</b>                   | 176,6 \$ | 67,5%          |                                    |          |                |

Au troisième trimestre, le revenu du secteur des Bâtiments a été de 67,9 millions \$, soit 12 millions \$ de moins qu'à la période correspondante de 2002. Comme on l'a constaté pour les trimestres antérieurs, la baisse des travaux de construction dans le secteur commercial des bureaux, dans le centre de l'Ontario, a eu un impact significatif sur le revenu; l'an dernier, cinq projets étaient en cours, et en 2003, il n'y en a qu'un seul. Même si ces travaux ont été remplacés par de nouveaux contrats de travaux d'aménagements d'intérieurs et de rénovations, des projets institutionnels et des contrats de bâtiments résidentiels en hauteur et que le carnet de commandes atteint des sommets, la plupart de ces nouveaux contrats ne commenceront pas à générer des chiffres de revenus significatifs avant la fin de l'exercice et en 2004. Pour la période de neuf mois, le revenu a été de 213,6 millions \$, soit une baisse de 48,1 millions \$, ou de 18,4 %.

Pour le trimestre, le bénéfice d'exploitation a diminué de 1,0 million \$, et s'est chiffré à 0,3 million \$. En plus de l'impact négatif sur les marges bénéficiaires de la baisse de revenu, les dépenses associées aux réponses aux appels d'offres relativement à plusieurs projets en partenariats publics-privés se sont chiffrées à 0,6 million \$ pour le trimestre, et à 0,9 million \$ pour l'exercice à ce jour. La plus grande partie de ces coûts de réponse aux appels d'offres était associée à deux contrats d'hôpitaux en Ontario, qui n'ont pas été adjugés à Aecon. Pour la période de neuf mois, le bénéfice d'exploitation de 1,4 million \$ a été de 2,5 millions \$ inférieur à celui de 2002. Le rendement relatif sur le revenu a subi l'impact des dépenses de réponse aux appels d'offres mentionnées ci-dessus, de l'éventail des travaux et du fait que les frais généraux et le poste MG&A, bien qu'inférieurs en termes absolus à ceux de 2002, représentent une plus grande proportion de l'assiette du revenu réduit.

Une partie des travaux entrepris par le secteur des Bâtiments prend la forme de gestion de construction ou se fait sur une base d'honoraires. Le revenu provenant de ces contrats est comptabilisé uniquement en fonction des revenus d'honoraires gagnés et la pleine valeur de l'activité de construction faisant l'objet de la gestion n'est donc pas comptabilisée comme revenu. Si la valeur de la construction gérée par le groupe avait été incluse dans le revenu, le volume total de la construction aurait été de 130,5 millions \$ pour le trimestre, en regard de 144,7 millions \$ pour la période correspondante de 2002, et de 755,5 millions \$ pour les neuf mois, en regard de 422,8 millions \$ à l'exercice précédent.

De nouveaux contrats attribués de 78 millions \$ ont été enregistrés pour le trimestre, et de 322 millions \$ pour l'année à ce jour, en regard de 53 millions \$ et de 160 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le carnet de commandes, à 296 millions \$, demeure à un sommet. Environ 30 % de la valeur du carnet de commandes du secteur des Bâtiments au 30 septembre, devrait être réalisé à la fin de l'année.

## Construction industrielle

Fais saillants d'ordre financier

Trimestre terminé le 30 septembre

Neuf mois terminés le 30 septembre

| en millions \$                            | 2003           | 2002    | Variation en % | 2003            | 2002     | Variation en % |
|---|----------------|---------|----------------|-----------------|----------|----------------|
| Revenu                                    | <b>49,8 \$</b> | 52,1 \$ | (4,4)%         | <b>151,1 \$</b> | 146,3 \$ | 3,3%           |
| Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) | <b>5,2 \$</b>  | 2,5 \$  | (110,6)%       | <b>2,7 \$</b>   | (0,8) \$ | n/d            |
| Rendement sur le revenu                   | <b>10,5 %</b>  | 4,8%    | (120,3)%       | <b>1,8 %</b>    | (0,5)%   | n/d            |
| Carnet de commandes, 30 septembre         | <b>73,2 \$</b> | 87,5 \$ | (16,3)%        |                 |          |                |

Même si le revenu de la Construction industrielle de 49,8 millions \$ au troisième trimestre n'a été que légèrement inférieur à celui de 2002, il y a eu d'importantes variations d'un exercice à l'autre dans les diverses activités du secteur. Les chiffres liés à la fabrication de canalisations et à l'assemblage des modules ont presque quadruplé, et ont atteint 12 millions \$, au troisième trimestre de 2002. La plus grande partie de cet accroissement est attribuable aux activités de fabrication de Aecon dans l'ouest du Canada où la société fournit des canalisations au projet d'expansion de l'usine de valorisation d'au moins 3 milliards \$ de Syncrude, à l'établissement Mildred Lake, de Fort McMurray. Le revenu, chez Innovative Steam Technologies («IST»), qui vend et offre sous licence la technologie des générateurs de vapeur à passage unique, a fléchi de 9 millions \$ pour le trimestre, en raison de l'absence de nouvelles commandes plus tôt cette année. Toutefois, récemment, de nouveaux contrats ont amélioré le carnet de commandes de IST et l'ont porté à 9 millions \$, au 30 septembre, en regard de 2 millions \$ au même moment l'an dernier. Les revenus du nucléaire, représentés par la participation de 38,75 % de Aecon dans Canatom NPM Inc., ont baissé de 7 millions \$, alors que son principal contrat en Chine approche de la date d'achèvement. Pour la période de neuf mois, le revenu du secteur de la construction industrielle a progressé de 4,8 millions \$, ou de 3,3 %, par rapport à la période correspondante de 2002.

Au troisième trimestre, les résultats d'exploitation sectoriels ont été de 2,7 millions \$ supérieurs à ceux de 2002, et des améliorations ont été enregistrées dans la plupart des services d'exploitation. La fabrication des canalisations a généré un bénéfice de 1,3 million \$, grâce à des chiffres supérieurs. Les bénéfices du nucléaire ont été de 1,3 million \$ supérieurs à ceux de l'exercice précédent, par suite de la réception de boni de rendement associés à son projet Quinshan, en Chine, et les coupures de dépenses chez IST se sont traduites par une amélioration du bénéfice de 0,4 million \$, en dépit de revenus moindres.

De nouvelles attributions de contrats de 44 millions \$ ont été enregistrées pour le trimestre, et de 143 millions \$ pour l'année à ce jour, en regard de 29 millions \$ et de 98 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au 30 septembre, le carnet de commandes enregistrait une baisse de 14 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, baisse attribuable à la diminution des travaux dans le secteur nucléaire. Environ 70 % de la valeur du carnet de commandes du secteur de la Construction industrielle, au 30 septembre, devrait être réalisé à la fin de l'exercice.

### Siège social et autres

Le poste Siège social et autres comprend les dépenses du siège social et des autres activités qui ne sont pas directement imputables aux divers secteurs et comprend également les écritures d'éliminations liées aux opérations intersectorielles. Pour le trimestre, cette catégorie a enregistré une perte d'exploitation de 2,0 millions \$, en regard d'une perte de 2,1 millions \$ en 2002. Pour la période de neuf mois, la perte sous Siège social et autres a été de 3,8 millions \$, contre une perte de 7,8 millions \$ à l'exercice précédent, une diminution de 4,0 millions \$. De cette somme, 2,1 millions \$ étaient attribuables à l'impact de postes non liés à l'exploitation, notamment au gain réalisé sur la vente de l'investissement de Aecon dans Tanknology Canada Inc., au bénéfice et aux pertes sur change, et au bénéfice et aux pertes sur la vente d'éléments d'actif immobiliers. Le reste de cette diminution, 1,9 million \$ pour la période de neuf mois, représente des diminutions des frais généraux du siège social (principalement des salaires, des coûts de réponse aux appels d'offres et des honoraires d'experts-conseils et de professionnels).

### **Situation financière, liquidités et ressources en capital**

Au 30 septembre 2003, le total des espèces et quasi-espèces était de 67,9 millions \$, en regard de 72,6 millions \$ à la fin du trimestre précédent, et de 76,0 millions \$ à la fin de 2002. De ces sommes, 61,7 millions \$, 66,6 millions \$ et 72,5 millions \$, respectivement, étaient déposés dans des comptes de coentreprise et de banques affiliées, comptes auxquels Aecon ne peut avoir accès directement. Les titres réalisables se chiffraient à 9,8 millions \$ au 30 septembre, en regard de 10,9 millions \$ au 30 juin 2003, et à 12,6 millions \$ à la fin de 2002. Ces titres prennent la forme d'investissements dans des débentures à court terme d'entreprises détenues dans le cadre d'un partenariat.

Les espèces générées par l'exploitation, avant variations des autres soldes, se sont chiffrées à 1,1 million \$ au troisième trimestre, en comparaison d'une génération d'espèces de 3,2 millions \$ pour la période correspondante de 2002. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les activités d'exploitation, avant variations des autres soldes, se sont traduites par l'utilisation d'espèces de 10,6 millions \$, en regard d'une utilisation de 0,3 million \$ pour la période correspondante de 2002.

Les variations des autres soldes associés à l'exploitation, qui représentent des hausses ou des baisses des postes du fonds de roulement, se sont traduites par une utilisation d'espèces de 9,1 millions \$ au troisième trimestre de 2003, et de 23,1 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Ceci se compare à des utilisations d'espèces se chiffrant à 10,8 millions \$ au troisième trimestre de 2002 et à 41,0 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent. Les améliorations reflètent la concentration continue de Aecon sur la minimisation de l'investissement d'espèces dans le fonds de roulement.

Les achats de propriétés, d'usines et d'équipement ont été de 0,5 million \$ au troisième trimestre, et de 1,5 million \$ pour les neuf mois. Aecon a conclu de nouveaux contrats de location-acquisition d'exploitation liés à du matériel d'une valeur d'environ 1 million \$ pour le trimestre, et de 15 millions \$ pour la période de neuf mois. Le produit de la vente de propriétés, d'usines et d'équipement et d'investissements a été de 0,3 million \$ pour le trimestre. Pour les neuf mois, le produit de la vente de propriétés, d'usines et d'équipement et d'investissements s'est chiffré à 7,8 millions \$; de ce chiffre, la vente de Tanknology Canada Inc. a représenté 2,0 millions \$, la vente de la propriété de Barrie a généré 1,7 million \$ et d'autres ventes d'éléments d'actif immobiliers ont généré 4,1 millions \$. Les espèces utilisées pour d'Autres éléments d'actif ont atteint 1,4 million \$ pour le trimestre, presque toutes associées aux coûts reportés de développement et de préconstruction du projet Quito. Pour les neuf mois, les espèces utilisées pour d'Autres éléments d'actif ont atteint 8,8 millions \$. Ceci a compris 4,2 millions \$ prenant la forme de coûts reportés liés au projet Quito (pour le projet à ce jour, un total de 5,6 millions \$ a été reporté) et un dépôt de 3,1 millions \$ US consenti pour financer l'investissement ultime de Aecon dans la société qui exploitera l'Autoroute transisraélienne et percevra le péage. Dans l'ensemble, les activités d'investissement se sont traduites par une utilisation nette d'espèces de 1,6 million \$ pour le trimestre et de 2,4 millions \$ pour les neuf premiers mois.

Les activités de financement ont fourni 5,1 millions \$ pour le trimestre et 34,4 millions \$ pour l'exercice à ce jour, ce qui représente principalement des variations aux postes des emprunts bancaires et de la dette à long terme.

L'effet du change sur les soldes de trésorerie s'est traduit par une diminution de l'encaisse de 0,2 million \$ au troisième trimestre, et de 6,3 millions \$ pour les neuf mois. Comme on l'a déjà déclaré, les gains sur change non réalisés se sont chiffrés à 1,3 million \$ pour le trimestre; pour la période de neuf mois, la perte à ce poste a été de 4,8 millions \$.

La dette portant intérêt se chiffrait à 100,1 millions \$ au 30 septembre 2003, en regard de 94,4 millions \$, au 30 juin 2003, et à 64,8 millions \$ à la fin de 2002. La composition de la dette portant intérêt prend la forme suivante (en millions \$) :

|   | 30 sept. 2003   | 30 juin 2003   | 31 déc. 2002 |
|---|-----------------|----------------|--------------|
| Dette bancaire*                               | 45,0 \$         | 39,3\$         | 30,1 \$      |
| Partie à court terme de la dette à long terme | 3,6             | 2,9            | 2,4          |
| Dette à long terme                            | 44,1            | 44,8           | 25,0         |
| Débeture convertible                          | 7,4             | 7,4            | 7,3          |
| <b>Total</b>                                  | <b>100,1 \$</b> | <b>94,4 \$</b> | 64,8 \$      |

\* Comprend les chèques émis mais non compensés.

Les facilités de crédit d'exploitation de Aecon fournies par un groupe de trois banques prêteuses et ses divers accords de location-acquisition et d'exploitation continuent d'être adéquats pour compléter les fonds autogénérés à l'appui des exploitations normales courantes. Comme le précisait le rapport sur le deuxième trimestre, Aecon a continué de collaborer avec ses banquiers et autres parties intéressées afin de mettre au point un autre arrangement de crédit supplémentaire, conçu spécifiquement pour étaler les flux de trésorerie générés par les activités d'envergure internationale en coentreprise. Le 29 septembre 2003, Aecon a signé un accord de facilité de réserve avec son principal actionnaire, Hochtief Canada Inc. qui est décrit avec plus de détail dans la note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Les prélèvements faits dans le cadre de cette facilité de réserve seront remboursés le 31 décembre 2004 ou à la date des distributions de bénéfices provenant de certaines coentreprises internationales désignées, reçues par Aecon, selon la première de ces deux éventualités. Le 23 octobre 2003, Aecon a emprunté l'équivalent de 5 millions \$ CAN dans le cadre de cette facilité.

#### Nouvelles normes de comptabilisation

La nouvelle norme de comptabilisation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) applicable aux prêts pour achat d'actions a été adoptée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003. La nouvelle ligne directrice de comptabilisation de l'ICCA applicable à la divulgation des garanties a également été adoptée le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Les détails de la nouvelle norme et de la ligne directrice sont précisés dans la note 2 afférente aux états financiers consolidés.

#### Perspectives

Au cours des trois premiers trimestres de 2003, les nouveaux contrats obtenus par Aecon ont atteint le total de 690 millions \$, une progression de 53 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le carnet de commandes principal (qui comprend toutes les commandes non associées aux grands projets internationaux de Aecon en Israël et en Inde) est demeuré légèrement au-delà des niveaux enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent, en dépit d'un léger fléchissement au cours du trimestre.

Le carnet de commandes des projets majeurs (qui comprend le projet d'Autoroute transisraélienne et le projet hydroélectrique Nathpa Jhakri en Inde) a baissé à 49 millions \$, alors que l'achèvement de ces deux projets se poursuit. On prévoit que la baisse du carnet de commandes de projets majeurs se poursuivra jusqu'à la clôture du financement prévue du projet de l'aéroport de Quito. La clôture du financement du projet de Quito n'est pas encore réalisée et il est peu probable que tous les accords nécessaires à la clôture du financement seront en place avant la fin de l'exercice 2003.

Au cours des trois premiers trimestres de 2003, le secteur des Infrastructures de Aecon a profité des excellents résultats liés à la construction routière en Ontario alors que le carnet de commandes record en place à la fin de 2002 baissait par suite de la réalisation des travaux. On prévoit toutefois que cet excellent rendement ralentira considérablement au quatrième trimestre, en raison en grande partie des contraintes budgétaires gouvernementales postélectorales et des délais de projets. Ce ralentissement, associé à un marché de services publics déprimé en raison du peu de vigueur continu dans l'industrie des télécommunications, devrait conduire à une régression des résultats du secteur des Infrastructures en Ontario pour Aecon, au quatrième trimestre.

Les deux principaux projets d'infrastructures de Aecon, soit l'Autoroute transisraélienne et le projet hydroélectrique Nathpa Jhakri, en Inde, avancent comme prévu vers leur achèvement, prévu pour l'an prochain. On prévoit que les apports de ces projets demeureront excellents jusqu'à la fin de 2003 et ralentiront dans les mois précédant l'achèvement des projets. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un bénéfice considérable, le premier million \$ de revenu de Aecon provenant de sa participation à l'exploitation de l'Autoroute transisraélienne constitue un point tournant pour ce projet.

La collaboration de Aecon avec Hochtief en rapport avec des appels d'offres conjoints dans le secteur de la construction civile lourde en Amérique du Nord a été couronnée d'un premier succès par l'obtention récente d'un contrat de 108 millions \$ lié au projet hydroélectrique Eastmain, dans le nord du Québec. Bien que ce projet ne générera pas de revenus considérables en 2003, il devrait générer des chiffres intéressants tout au long de 2004.

Le carnet de commandes record dans le secteur des Bâtiments de Aecon augure bien pour la réussite continue de ce secteur et constitue un très bon indice de la réussite de Aecon associée au passage aux marchés institutionnels et résidentiels à unités multiples, à la suite du déclin du marché des bureaux de banlieue. Même si la plus grande partie de l'impact de ce carnet de commandes chargé ne devrait pas se manifester avant 2004, on prévoit que le quatrième trimestre de 2003 sera le meilleur trimestre du secteur des Bâtiments pour l'exercice en cours. Cette amélioration prévue est attribuable en partie à l'entreprise d'Aménagements d'intérieurs et de Renovations, qui devrait enregistrer son meilleur trimestre depuis la création de ce service commercial stratégique en 2002.

Le secteur de la Construction industrielle de Aecon a enregistré une nette amélioration au cours de l'exercice, par rapport au résultat décevant de 2002, et il s'agit du seul secteur qui a amélioré ses résultats par rapport à l'exercice précédent au cours des trois premiers trimestres de 2003. On prévoit que cette tendance à l'amélioration par rapport aux résultats de l'exercice précédent se poursuivra jusqu'à la fin de l'exercice; celle-ci est attribuable en grande partie aux résultats nettement améliorés enregistrés dans l'entreprise de fabrication de Aecon et à l'importante diminution des pertes chez Innovative Steam Technology («IST»). Même si on ne prévoit pas qu'IST enregistrera un bénéfice pour l'exercice en cours, l'entreprise demeure en bonne voie de retrouver la rentabilité en 2004.

L'une des caractéristiques de l'industrie de la construction, notamment dans le secteur de la construction civile, vient du fait que des changements importants ayant souvent une incidence concrète sur le plan financier sont apportés régulièrement aux projets au cours de la période comprise entre la signature du contrat et l'achèvement des travaux. Les calendriers de projet, des considérations logistiques et des économies empêchent souvent le règlement avec le client de facteurs liés aux dépenses et à la valeur des contrats associée à ces changements avant l'achèvement des travaux, ce qui se traduit souvent par des réclamations non réglées liées à des compensations additionnelles en fin de projet. Alors que le règlement de ces réclamations se fait habituellement dans des délais raisonnables après l'achèvement du projet, les coûts de ces changements, conformément aux pratiques comptables de Aecon, sont entièrement comptabilisés lorsqu'ils sont connus, et aucune provision n'est faite pour la récupération prévue de ces coûts, en attendant le règlement concret des réclamations.

Ces pratiques comptables ont pour résultat que les pertes liées aux contrats résultant de la comptabilisation des coûts à récupérer peuvent être comptabilisées pour une période, alors que la récupération de ces pertes est comptabilisée à une période ultérieure, seulement au moment du règlement de la réclamation. À ce moment-là, la somme récupérée intégrale (après les taxes applicables) est ajoutée directement aux résultats financiers définitifs de Aecon. Aecon a actuellement un nombre important de réclamations non réglées, dont on prévoit qu'une partie devrait à juste raison contribuer au bénéfice des périodes à venir.

Dans l'ensemble, la direction prévoit que, nonobstant un troisième trimestre rentable et une amélioration anticipée au quatrième trimestre, les résultats du deuxième semestre de l'exercice ne seront vraisemblablement pas suffisants pour inverser complètement les faibles résultats financiers enregistrés au premier semestre de 2003.

### **Énoncés prospectifs**

À divers endroits sous Revue et analyse par la direction et sous d'autres rubriques du présent document, les attentes de la direction concernant le rendement futur de Aecon sont exprimées. Ces énoncés «prospectifs» sont fondés sur les données actuellement disponibles concernant la concurrence, les questions financières et économiques ainsi que sur les programmes d'exploitation, mais ils demeurent exposés à des risques et à des incertitudes. Les énoncés prospectifs comprennent des renseignements concernant des résultats d'exploitation, ou encore de la situation financière de Aecon, éventuels possibles ou hypothétiques ainsi que certains énoncés précédés par, suivis par, ou comprenant diverses expressions, notamment «croit que», «prévoit», «s'attend à ce que», «estime», «projette», «se propose de», «devrait», ou d'autres expressions semblables. Des facteurs importants, s'ajoutant à ceux abordés dans le présent document, pourraient affecter les résultats éventuels de Aecon et pourraient bien faire en sorte que ces résultats diffèrent sensiblement de ceux décrits dans tout énoncé prospectif.

# BILAN CONSOLIDÉ

(en milliers de dollars) (non vérifié)

|   | 30 septembre<br>2003 | 31 décembre<br>2002 |
|---|----------------------|---------------------|
| <b>Actif</b>  |                      |                     |
| <b>Actif à court terme</b>                          |                      |                     |
| Espèces et quasi-espèces                            | 67 898 \$            | 76 006 \$           |
| Titres réalisables                                  | 9 807                | 12 578              |
| Comptes-clients                                     | 162 483              | 154 889             |
| Retenues à recevoir                                 | 39 168               | 40 056              |
| Frais de contrat reportés et revenus non facturés   | 50 570               | 58 717              |
| Stocks  | 14 486               | 13 478              |
| Frais payés d'avance                                | 3 937                | 5 276               |
| Actif sous forme d'impôts futurs                    | 18 623               | 10 724              |
|   | <b>366 972</b>       | <b>371 724</b>      |
| <b>Propriétés, usine et équipement</b>              | <b>73 635</b>        | <b>80 192</b>       |
| <b>Actif sous forme d'impôt futur</b>               | <b>22 940</b>        | <b>22 728</b>       |
| <b>Autres éléments d'actif</b>                      | <b>46 299</b>        | <b>41 076</b>       |
|   | <b>509 846 \$</b>    | <b>515 720 \$</b>   |
| <b>Passif</b>                                       |                      |                     |
| <b>Passif à court terme</b>                         |                      |                     |
| Dette bancaire                                      | 45 015 \$            | 30 136 \$           |
| Comptes-fournisseurs et charges courantes           | 161 180              | 172 105             |
| Retenues à verser                                   | 28 164               | 27 396              |
| Revenu reporté                                      | 50 987               | 68 036              |
| Impôts à payer                                      | 1 517                | 1 642               |
| Passif sous forme d'impôts futurs                   | 24 198               | 24 298              |
| Partie à court terme de la dette à long terme       | 3 581                | 2 349               |
|   | <b>314 642</b>       | <b>325 962</b>      |
| <b>Dette à long terme</b>                           | <b>44 099</b>        | <b>24 957</b>       |
| <b>Régimes d'avantages des employés</b>             | <b>1 068</b>         | <b>1 764</b>        |
| <b>Passif prenant la forme d'impôts futurs</b>      | <b>17 825</b>        | <b>17 825</b>       |
| <b>Actions privilégiées rachetables de filiales</b> | <b>5 400</b>         | <b>6 310</b>        |
| <b>Débeture convertible</b>                         | <b>7 430</b>         | <b>7 348</b>        |
|   | <b>390 464</b>       | <b>384 166</b>      |
| <b>Avoir des actionnaires</b>                       |                      |                     |
| <b>Capital-actions</b> (notes 2 et 3)               | <b>67 950</b>        | <b>68 336</b>       |
| <b>Surplus contribué</b>                            | <b>164</b>           | <b>68</b>           |
| <b>Débetures convertibles</b>                       | <b>836</b>           | <b>836</b>          |
| <b>Bénéfices non répartis</b>                       | <b>50 432</b>        | <b>62 314</b>       |
|   | <b>119 382</b>       | <b>131 554</b>      |
|   | <b>509 846 \$</b>    | <b>515 720 \$</b>   |

Approuvé par le Conseil d'administration



Jean M. Beck, administrateur



Scott C. Balfour, administrateur

## ÉTATS CONSOLIDÉS DE L'EXPLOITATION

(en milliers de dollars, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

Trimestre terminé le 30 septembre Neuf mois terminés le 30 septembre

|  | 2003              | 2002       | 2003               | 2002       |
|--|-------------------|------------|--------------------|------------|
| <b>Revenu</b>  | <b>268 997 \$</b> | 299 895 \$ | <b>695 058 \$</b>  | 764 281 \$ |
| <b>Coûts et dépenses</b>   | <b>253 189</b>    | 279 643    | <b>665 478</b>     | 716 017    |
| <b>Frais généraux et dépenses de commercialisation et d'administration</b> | <b>10 120</b>     | 12 995     | <b>38 314</b>      | 41 708     |
| <b>Dépréciation et amortissement</b>                                       | <b>2 242</b>      | 2 399      | <b>6 784</b>       | 6 986      |
| <b>Gain sur la vente d'actifs</b>  | <b>(133)</b>      | (330)      | <b>(2 986)</b>     | (829)      |
| <b>Gain sur la cession d'une coentreprise</b>                              | <b>–</b>          | (1 169)    | <b>–</b>           | (1 169)    |
| <b>Frais d'intérêts, nets</b>  | <b>926</b>        | 1 292      | <b>1 991</b>       | 3 131      |
|  | <b>266 344</b>    | 294 830    | <b>709 581</b>     | 765 844    |
| <b>Bénéfice (perte) avant les impôts</b>                                   | <b>2 653</b>      | 5 065      | <b>(14 523)</b>    | (1 563)    |
| <b>Impôts sur le bénéfice</b>  |                   |            |                    |            |
| Courants   | <b>2 469</b>      | 875        | <b>4 833</b>       | 3 346      |
| Futurs   | <b>(585)</b>      | 1 487      | <b>(8 211)</b>     | (2 644)    |
|  | <b>1 884</b>      | 2 362      | <b>(3 378)</b>     | 702        |
| <b>Bénéfice net (perte) pour la période</b>                                | <b>769 \$</b>     | 2 703 \$   | <b>(11 145) \$</b> | (2 265) \$ |
| <b>Bénéfice (perte) par action</b>   |                   |            |                    |            |
| Avant dilution   | <b>0,03 \$</b>    | 0,11 \$    | <b>(0,47) \$</b>   | (0,10) \$  |
| Après dilution   | <b>0,03 \$</b>    | 0,10 \$    | <b>(0,47) \$</b>   | (0,10) \$  |
| <b>Nombre moyen d'actions en circulation</b> (note 3)                      |                   |            |                    |            |
| Avant dilution   | <b>23 719 879</b> | 25 071 696 | <b>23 696 085</b>  | 21 875 130 |
| Après dilution   | <b>27 257 265</b> | 27 750 665 | <b>27 420 624</b>  | 24 578 187 |

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

(en milliers de dollars) (non vérifié)

Trimestre terminé le 30 septembre Neuf mois terminés le 30 septembre

|   | 2003             | 2002      | 2003             | 2002      |
|---|------------------|-----------|------------------|-----------|
| <b>Bénéfices non répartis, au début de la période</b>   | <b>49 657 \$</b> | 57 116 \$ | <b>62 314 \$</b> | 64 988 \$ |
| <b>Bénéfice net (perte) pour la période</b>   | <b>769</b>       | 2 703     | <b>(11 145)</b>  | (2 265)   |
| <b>Dividendes</b>   | <b>–</b>         | –         | <b>(756)</b>     | (2 245)   |
| <b>Intérêts reçus liés à des prêts pour achat d'actions</b> (note 2)                              | <b>6</b>         | –         | <b>19</b>        | –         |
| <b>Modification du traitement comptable lié à la compensation fondée sur des actions</b> (note 2) | <b>–</b>         | –         | <b>–</b>         | (659)     |
| <b>Bénéfices non répartis, fin de la période</b>  | <b>50 432 \$</b> | 59 819 \$ | <b>50 432 \$</b> | 59 819 \$ |

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars) (non vérifié)

Trimestre terminé le 30 septembre Neuf mois terminés le 30 septembre

|  | 2003             | 2002      | 2003               | 2002       |
|--|------------------|-----------|--------------------|------------|
| <b>Flux de trésorerie fournis par (utilisés dans)</b>        |                  |           |                    |            |
| <b>Activités d'exploitation</b>                              |                  |           |                    |            |
| Bénéfice net (perte) pour la période                         | <b>769 \$</b>    | 2 703 \$  | <b>(11 145) \$</b> | (2 265) \$ |
| Postes n'affectant pas l'encaisse :                          |                  |           |                    |            |
| Dépréciation et amortissement                                | <b>2 242</b>     | 2 399     | <b>6 784</b>       | 6 986      |
| Gain sur la vente d'actifs                                   | <b>(133)</b>     | (330)     | <b>(2 986)</b>     | (829)      |
| Gain sur la cession d'une coentreprise                       | -                | (1 169)   | -                  | (1 169)    |
| Perte (gain) sur change                                      | <b>(1 255)</b>   | (1 944)   | <b>4 846</b>       | (508)      |
| Intérêt théorique représentant l'accroissement               | <b>28</b>        | 40        | <b>82</b>          | 114        |
| Impôts futurs sur le bénéfice                                | <b>(585)</b>     | 1 487     | <b>(8 211)</b>     | (2 644)    |
|  | <b>1 066</b>     | 3 186     | <b>(10 630)</b>    | (315)      |
| Modifications d'autres soldes liés à l'exploitation (note 6) | <b>(9 052)</b>   | (10 793)  | <b>(23 099)</b>    | (41 034)   |
|  | <b>(7 986)</b>   | (7 607)   | <b>(33 729)</b>    | (41 349)   |
| <b>Activités d'investissement</b>                            |                  |           |                    |            |
| Acquisition de propriétés, d'usine et d'équipement           | <b>(507)</b>     | (960)     | <b>(1 519)</b>     | (2 720)    |
| Produits de la vente d'éléments d'actif                      | <b>347</b>       | 1 130     | <b>7 847</b>       | 7 521      |
| Produits de la cession d'une coentreprise                    | -                | 2 603     | -                  | 2 603      |
| Accroissement d'autres actifs                                | <b>(1 437)</b>   | (5 724)   | <b>(8 766)</b>     | (5 928)    |
|  | <b>(1 597)</b>   | (2 951)   | <b>(2 438)</b>     | 1 476      |
| <b>Activités de financement</b>                              |                  |           |                    |            |
| Accroissement de la dette bancaire                           | <b>5 681</b>     | 7 558     | <b>17 516</b>      | 4 619      |
| Émission de dette à long terme                               | -                | -         | <b>20 000</b>      | -          |
| Remboursement de la dette à long terme                       | <b>(577)</b>     | (2 342)   | <b>(2 881)</b>     | (12 758)   |
| Émission de capital-actions (note 3)                         | -                | 192       | <b>471</b>         | 837        |
| Émission de bons de souscription spéciaux (note 4)           | -                | -         | -                  | 31 540     |
| Dividendes versés  | -                | -         | <b>(756)</b>       | (2 245)    |
| Intérêts reçus sur prêts pour achat d'actions (note 2)       | <b>6</b>         | -         | <b>19</b>          | -          |
|  | <b>5 110</b>     | 5 408     | <b>34 369</b>      | 21 993     |
| <b>Baisse des espèces et quasi-espèces</b>                   | <b>(4 473)</b>   | (5 150)   | <b>(1 798)</b>     | (17 880)   |
| <b>Effets du change sur les soldes de trésorerie</b>         | <b>(241)</b>     | 2 842     | <b>(6 310)</b>     | (1 257)    |
| <b>Espèces et quasi-espèces, au début de la période</b>      | <b>72 612</b>    | 80 386    | <b>76 006</b>      | 97 215     |
| <b>Espèces et quasi-espèces, à la fin de la période</b>      | <b>67 898 \$</b> | 78 078 \$ | <b>67 898 \$</b>   | 78 078 \$  |

**Divulgateion supplémentaire** (note 6)

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les 30 septembre 2003 et 2002 (en milliers de dollars, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

## 1 Résumé des principaux principes comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ne sont pas vérifiés et comprennent tous les redressements, notamment les postes réguliers et récurrents, que la direction estime nécessaires pour assurer la juste présentation de la situation financière consolidée de l'entreprise, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie. Les résultats pour le trimestre et pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2003 ne reflètent pas nécessairement les résultats attendus pour l'exercice financier complet ou pour toute autre période future.

Les données présentées pour ces périodes intermédiaires ne sont pas conformes à tous les égards aux exigences des principes comptables généralement reconnus au Canada applicables aux états financiers annuels et l'information financière intermédiaire devrait donc être lue de concert avec les états financiers annuels de la société. L'information financière intermédiaire a été préparée en appliquant les mêmes principes comptables que ceux décrits à la note 1 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, sauf pour ce qui regarde les principes comptables adoptés le 1<sup>er</sup> janvier 2003, tels que décrits à la note 2 ci-dessous.

## 2 Adoption de nouvelles normes comptables

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés pour ce qui regarde la compensation et la rémunération fondées sur des actions et autres paiements fondés sur des actions. Conformément à ces recommandations, la charge des attributions fondées sur des actions à régler en espèces, qui est reconnue sous la forme de dépenses de compensation, est constatée à une somme équivalant au cours des actions semblables. Dans le cas de l'arrangement de compensation fondé sur des actions de Aecon (qui a été annulé le 31 janvier 2003), la nouvelle section exige que le montant cumulatif qui aurait été reconnu dans les années antérieures, si cette nouvelle section avait été en vigueur, moins tout montant déjà reconnu, soit reconnu comme l'effet d'une modification des principes comptables et soit imputé aux bénéfices non répartis de début de période, au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Par la suite, à chaque date de bilan avant le règlement, l'évolution de la valeur des actions se traduira par un redressement de la charge liée à l'attribution des options, reconnu par une dépense de compensation. Par suite de l'adoption de ces nouvelles recommandations, les bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> janvier 2002 ont été diminués de 659 \$.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés relativement au fonds commercial (écart d'acquisition) et aux autres éléments d'actifs incorporels. Conformément à ces recommandations, la comptabilisation du fonds commercial est modifiée depuis une méthode d'amortissement à une approche de perte de valeur uniquement. Le fonds commercial ne fera donc plus l'objet d'un amortissement imputé au bénéfice mais il fera l'objet d'un examen annuel de baisse de valeur et, advenant qu'il y ait perte de valeur, cette somme serait imputée au bénéfice. Aucune imputation pour réduction de valeur n'a été enregistrée pour le trimestre et pour les neuf mois terminés les 30 septembre 2003 et 2002.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés concernant la comptabilisation des prêts à recevoir, consentis aux employés pour acheter des actions. Ces prêts doivent maintenant être présentés comme des déductions de l'avoir des actionnaires, sauf dans certains cas. En conséquence, et nonobstant le fait que la société estime ces prêts recouvrables, des prêts totalisant 857 \$, au 1<sup>er</sup> janvier 2003, ne sont plus présentés comme des prêts à recevoir sous le poste Autres éléments d'actif, mais comme une déduction sous Capital-actions. En outre, les intérêts touchés sur ces prêts ne sont plus considérés comme un revenu, mais ils sont comptabilisés comme une transaction de capital sous l'avoir des actionnaires. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2003, des intérêts de 19 \$, après provision pour impôts, ont été reçus en rapport avec ces prêts.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la société a adopté les nouvelles lignes directrices de l'Institut canadien des comptables agréés applicables aux garanties. La divulgation, conforme à ces lignes directrices, est présentée à la note 5.

### 3 Capital-actions

|   | 2003                    |                  | 2002                    |           |
|---|-------------------------|------------------|-------------------------|-----------|
|   | Nombre d'actions émises | Montant          | Nombre d'actions émises | Montant   |
| Solde, au 1 <sup>er</sup> janvier (i)                                     | <b>23 589 046</b>       | <b>67 479 \$</b> | 18 018 583              | 33 713 \$ |
| Actions ordinaires émises par l'exercice d'options                        | <b>130 833</b>          | <b>471</b>       | 198 833                 | 645       |
| Actions ordinaires émises par la conversion de débetures convertibles     |                         |                  | 613 543                 | 2 209     |
| Solde, au 30 juin   | <b>23 719 879</b>       | <b>67 950</b>    | 18 830 959              | 36 567    |
| Actions ordinaires émises par l'exercice d'options                        |                         |                  | 59 000                  | 192       |
| Actions ordinaires émises par l'exercice de bons de souscription spéciaux |                         |                  | 6 192 150               | 31 540    |
| Solde, au 30 septembre  | <b>23 719 879</b>       | <b>67 950 \$</b> | 25 082 109              | 68 299 \$ |

(i) Comme il est décrit à la note 2, conformément aux nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, adoptées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, le nombre d'actions émises au début de l'exercice a été abaissé de 1 522 063 et le capital-actions a été diminué de 857 \$ en rapport avec des prêts à recevoir, consentis à des employés pour achat d'actions.

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires.

Aux termes de la convention d'emprunt négociée avec ses banquiers, la société est limitée pour ce qui regarde le versement de dividendes, si ce n'est pour une somme totale de 4 000 \$ par exercice financier, et sous réserve que les conditions financières précisées dans la convention d'emprunt aient été satisfaites, sur une base post-dividende.

Selon les conditions et modalités du Régime d'options d'achat d'actions de 1998 (le Régime de 1998), le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être réservées pour émission aux termes du Régime de 1998, ne peut dépasser 2 700 000 actions ordinaires. Le 30 septembre 2003, le nombre maximum d'actions réservées à des fins d'émission dans le cadre du régime, déduction faite des options ayant été exercées, se chiffrait à 2 179 933, dont 1 880 400 actions avaient été émises. Chaque accord d'options doit préciser la période au cours de laquelle l'option peut être exercée (période qui ne doit jamais dépasser dix ans après la date de l'attribution) et doit prévoir que l'option expirera à la fin de cette période. Le Conseil d'administration de la société précisera la période d'acquisition aux dates des attributions d'options.

|   | 2003             |                               | 2002      |                               |
|---|------------------|-------------------------------|-----------|-------------------------------|
|   | Actions          | Prix d'exercice moyen pondéré | Actions   | Prix d'exercice moyen pondéré |
| Options en circulation, 1 <sup>er</sup> janvier         | <b>1 911 233</b> | <b>3,71 \$</b>                | 2 143 066 | 3,58 \$                       |
| Accordées   | <b>100 000</b>   | <b>4,75</b>                   | 75 000    | 5,55                          |
| Exercées  | <b>(130 833)</b> | <b>3,60</b>                   | (198 833) | 3,24                          |
| Déchues   | -                | -                             | (20 000)  | 4,10                          |
| Options en circulation, le 30 juin                      | <b>1 880 400</b> | <b>3,78</b>                   | 1 999 233 | 3,69                          |
| Exercées  | -                | -                             | (59 000)  | 3,26                          |
| Options en circulation, le 30 septembre                 | <b>1 880 400</b> | <b>3,78 \$</b>                | 1 940 233 | 3,70 \$                       |
| Options susceptibles d'exercice, à la fin de la période | <b>1 505 400</b> | <b>3,66 \$</b>                | 1 023 566 | 3,59 \$                       |

Aucune option n'a été exercée au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2003. Au cours de la période correspondante de 2002, 59 000 options avaient été exercées, pour lesquelles le capital-actions a été accru de 192 \$. Au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2003, 130 833 options ont été exercées (en 2002 : 257 833) pour lesquelles le capital-actions a été accru de 471 \$ (en 2002 : 837 \$). Voici les prix d'exercice et les dates d'expiration des options en circulation :

| Options accordées en | Nombre d'actions | Prix d'exercice | Date d'expiration          |
|----------------------|------------------|-----------------|----------------------------|
| 1999                 | 28 900           | 2,90 \$         | 15 avril 2004              |
| 2000                 | 976 500          | 3,60            | 20 juillet 2005            |
| 2001                 | 200 000          | 3,60            | 5 mars 2006                |
| 2001                 | 275 000          | 3,60            | 9 avril 2006               |
| 2001                 | 225 000          | 4,00            | 7 mai 2006                 |
| 2002                 | 75 000           | 5,55            | 9 avril 2007               |
| 2003                 | 100 000          | 4,75            | 1 <sup>er</sup> avril 2008 |

La période des options attribuées est de cinq ans à compter de la date d'attribution et l'acquisition est liée à la date anniversaire de l'attribution, au taux d'un tiers par an du nombre total d'options d'actions attribuées.

En rapport avec l'émission de droits d'achat d'actions spéciaux en 2002, la société a émis aux souscripteurs 166 750 options de compensation («Options de compensation»). Chaque option de compensation accorde à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire au prix d'exercice de 5,25 \$ l'action ordinaire. Les options de compensation, dont la date d'expiration est le 6 mai 2004, sont acquises comme suit : i) un tiers le 6 novembre 2002; ii) un tiers le 6 mai 2003; et iii) un tiers le 6 novembre 2003. Toutes les options de compensation étaient en circulation le 30 septembre 2003.

Voici maintenant le détail du calcul du bénéfice par action. Aux fins du calcul de l'effet de dilution des options en 2003, les actions associées aux prêts pour achat d'actions, qui ont été déduites des actions en circulation, ont été traitées comme des options.

Trimestre terminé le 30 septembre

| 2003   |                       |                        |            |
|--|-----------------------|------------------------|------------|
|  | Bénéfice (numérateur) | Actions (dénominateur) | Par action |
| Bénéfice net pour la période   | 769 \$                | 23 719 879             | 0,03 \$    |
| Effet des valeurs dilutives :  |                       |                        |            |
| Options  | –                     | 1 490 239              | –          |
| Débite subordonnée garantie convertible, portant intérêt au taux de base plus 1,0 %, échéant le 30 juin 2006 | 85                    | 2 047 147              | –          |
|  | 854 \$                | 27 257 265             | 0,03 \$    |

| 2002   |                       |                        |            |
|--|-----------------------|------------------------|------------|
|  | Bénéfice (numérateur) | Actions (dénominateur) | Par action |
| Bénéfice net pour la période   | 2 703 \$              | 25 071 696             | 0,11 \$    |
| Effet des titres dilutifs :  |                       |                        |            |
| Options  | –                     | 597 066                | –          |
| Débite subordonnée garantie convertible, portant intérêt au taux de base plus 1,0 %, échéant le 30 juin 2006 | 86                    | 2 081 903              | –          |
|  | 2 789 \$              | 27 750 665             | 0,10 \$    |

Neuf mois terminés le 30 septembre

| 2003   |                       |                           |                |
|--|-----------------------|---------------------------|----------------|
|  | Perte<br>(numérateur) | Actions<br>(dénominateur) | Par action (i) |
| Perte nette pour la période  | (11 145) \$           | 23 696 085                | (0,47) \$      |
| Effet des valeurs dilutives :  |                       |                           |                |
| Options  | -                     | 1 677 392                 | -              |
| Débtenture subordonnée garantie convertible, portant intérêt au taux de base plus 1,0 %, échéant le 30 juin 2006 | 258                   | 2 047 147                 | -              |
|  | (10 887) \$           | 27 420 624                | (0,47) \$      |

| 2002   |                       |                          |                |
|--|-----------------------|--------------------------|----------------|
|  | Perte<br>(numérateur) | Shares<br>(dénominateur) | Par action (i) |
| Perte nette pour la période  | (2 265) \$            | 21 875 130               | (0,10)         |
| Effet des valeurs dilutifs :   |                       |                          |                |
| Options  | -                     | 621 154                  | -              |
| Débtenture subordonnée garantie convertible, portant intérêt au taux de base plus 1,0 %, échéant le 30 juin 2006 | 249                   | 2 081 903                | -              |
|  | (2 016) \$            | 24 578 187               | (0,10) \$      |

(i) Comme l'incidence des valeurs dilutives serait de diminuer la perte par action, ces titres sont exclus aux fins du calcul de la perte par action après dilution.

#### 4 Droits d'achat d'actions spéciaux

Le 6 mai 2002, la société a émis 6 192 150 droits d'achat d'actions spéciaux («droits d'achat d'actions spéciaux»), ou bons de souscription spéciaux, au prix de 5,25 \$ le droit d'achat d'actions spécial, pour un produit total de 32 509 \$. Chaque droit d'achat d'actions spécial peut être exercé, sans considération additionnelle, contre une action ordinaire de Aecon. Le 29 juillet, après avoir déposé un prospectus définitif auprès des autorités de réglementation qui précisait la distribution de certaines des actions ordinaires, la société a émis 6 192 150 actions ordinaires. Le produit net, après honoraires et dépenses, a été de 31 495 \$.

#### 5 Garanties

La société a des garanties et des lettres de crédit en circulation se chiffrant à 46 066 \$ (au 31 décembre 2002 : 54 831 \$) dont 40 165 \$ (au 31 décembre 2002 : 50 498 \$) sont associés à des obligations d'ordre financier et de rendement liées au Projet hydroélectrique Nathpa Jhakri, en Inde; ce projet a aussi été garanti par Hochtief AG, la société mère du principal actionnaire de la société. En outre, en rapport avec le Projet d'autoroute transisraélienne, des lettres de crédit ont été émises, en rapport avec lesquelles la société a fourni des indemnités conjointes et solidaires de 44 600 \$ (au 31 décembre 2002 : 59 500 \$), nettes des dépôts fournis, à l'appui des obligations financières connexes, notamment l'obligation d'investir dans le projet à l'achèvement de la construction, ainsi que des garanties conjointes et solidaires de 62 000 \$ (au 31 décembre 2002 : 74 100 \$) à l'appui d'obligations de rendement connexes.

En rapport avec le Projet d'autoroute transisraélienne, la société est conjointement et solidairement responsable de garanties de revenu pour la période de la construction de l'autoroute, qui, prévoit-on, se poursuivra jusqu'en avril 2004, jusqu'à concurrence d'environ 25 000 \$ US (au 31 décembre 2002 : 30 000 \$ US). En outre, après la construction, la société est responsable conjointement et solidairement de garanties de revenu additionnelles jusqu'à concurrence d'environ 10 000 \$ US (au 31 décembre 2002 : 10 000 \$ US).

En outre, aux termes de plusieurs contrats de coentreprise de la société avec des propriétaires de projets, chacun des partenaires est conjointement et solidairement responsable du rendement prévu aux contrats. Les circonstances susceptibles d'entraîner une perte comprennent notamment l'incapacité d'un partenaire à fournir des fonds additionnels à l'entreprise advenant que le projet subisse une perte ou des frais additionnels, que la société pourrait encourir advenant que le partenaire ne réussisse pas à fournir les services et les ressources auxquels il s'est engagé par contrat. Au 30 septembre 2003, la valeur des travaux inachevés pour lesquels les partenaires de coentreprise de Aecon sont responsables, et que Aecon pourrait devoir assumer, se chiffrait à environ 225 000 \$, dont une partie substantielle est garantie par des cautionnements d'exécution. Advenant que Aecon prenne en charge ces travaux additionnels, la société aurait le droit de recevoir la part du partenaire de la facturation aux propriétaires du projet, conformément aux termes du contrat de partenariat.

À l'occasion, la société a vendu certains éléments de son entreprise. Selon les contrats de vente, la société pourrait devoir indemniser l'acheteur en rapport avec certaines responsabilités liées à des événements antérieurs à la vente, notamment en rapport avec l'impôt, des questions d'ordre environnemental, des contentieux et des questions de personnel ou encore en rapport avec des représentations faites par la société. La société ne peut estimer les responsabilités possibles de ces types de garanties d'indemnisation, puisque les sommes dépendent du résultat d'événements éventuels connexes, dont la nature et l'éventualité ne peuvent être précisés à ce moment-ci. Toutefois, la garantie maximale ne peut dépasser le produit de la cession. Par le passé, la société n'a pas fait de versements d'indemnisation importants en rapport avec de tels contrats.

## 6 Information sur les flux de trésorerie

Modification des autres soldes liés à l'exploitation :

|   | Trimestre, au 30 septembre |             | Neuf mois, au 30 septembre |             |
|---|----------------------------|-------------|----------------------------|-------------|
|   | 2003                       | 2002        | 2003                       | 2002        |
| (Augmentation) diminution liée à :                  |                            |             |                            |             |
| Titres réalisables                                  | <b>1 239 \$</b>            | 2 208 \$    | <b>1 283 \$</b>            | (2 454) \$  |
| Comptes-clients                                     | <b>(18 552)</b>            | (27 673)    | <b>(9 790)</b>             | (9 996)     |
| Retenues à recevoir                                 | <b>(5 997)</b>             | 3 382       | <b>436</b>                 | 851         |
| Frais de contrats reportés et<br>revenu non facturé | <b>6 322</b>               | (810)       | <b>5 191</b>               | 11 245      |
| Stocks  | <b>2 002</b>               | 3 434       | <b>(1 008)</b>             | (3 619)     |
| Frais payés d'avance                                | <b>4 147</b>               | (49)        | <b>1 093</b>               | (1 336)     |
| Hausse (baisse) liée à :                            |                            |             |                            |             |
| Comptes-fournisseurs et<br>charges courantes        | <b>7 979</b>               | 20 389      | <b>(7 926)</b>             | (22 257)    |
| Retenues à payer                                    | <b>31</b>                  | 745         | <b>1 520</b>               | 4 714       |
| Revenu reporté                                      | <b>(3 634)</b>             | (10 352)    | <b>(12 846)</b>            | (16 679)    |
| Impôts sur le bénéfice à payer                      | <b>(1 926)</b>             | (1 262)     | <b>(356)</b>               | (886)       |
| Régimes d'avantages des employés                    | <b>(663)</b>               | (805)       | <b>(696)</b>               | (617)       |
|   | <b>(9 052) \$</b>          | (10 793) \$ | <b>(23,099) \$</b>         | (41 034) \$ |

Autres renseignements supplémentaires :

|                           | Trimestre, au 30 septembre |          | Neuf mois, au 30 septembre |          |
|---------------------------|----------------------------|----------|----------------------------|----------|
|                           | 2003                       | 2002     | 2003                       | 2002     |
| Intérêts payés en espèces | <b>1 533 \$</b>            | 2 209 \$ | <b>5 053 \$</b>            | 4 955 \$ |
| Impôts payés en espèces   | <b>1 174 \$</b>            | 1 508 \$ | <b>3 095 \$</b>            | 4 254 \$ |

Les propriétés, usines et équipement acquis et financés au moyen de contrats de location-acquisition au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2003 ont été de 540 \$ (en 2002 : nil) et de 3 255 \$ (en 2002 : 899 \$) pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2003.

Au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2002, le plus important actionnaire de la société, Hochtief Canada Inc., a exercé son option et a converti 2 209 \$ de débetures convertibles en actions ordinaires. Ceci s'est traduit par une diminution de l'élément dette des débetures convertibles se chiffant à 1 970 \$, par une baisse de l'élément avoir des débetures convertibles se chiffant à 239 \$, et par un accroissement du capital-actions de 2 209 \$.

## **7 Transaction avec des parties associées**

Le 29 septembre 2003, la société a signé un accord de facilité de réserve avec son principal actionnaire, Hochtief Canada Inc. («HCI»). En vertu de cet accord, la société peut emprunter des dollars américains jusqu'à concurrence d'une somme équivalant à 10 000 \$ CAN, au taux d'intérêt du taux de base US + 1,75 %. Un droit de réserve de 1/4 % par année sur la somme inutilisée et un droit d'arrangement de 1 % sur chaque prélèvement doivent également être versés. Les emprunts faits en vertu de cette facilité sont soutenus par des accords de garantie déjà en place à l'appui d'accords financiers existants entre Aecon et HCI, notamment un Accord de garantie général («AGG») dont le rang est inférieur à l'AGG accordé aux banquiers de la société, qui comprend des intérêts de garantie liés aux comptes-clients, aux comptes-clients retenus et aux engagements sur stocks, équipement et propriétés et autres éléments d'actif de la société, sauf que la position de garantie de HCI a un rang supérieur à celle des banquiers de la société pour ce qui regarde uniquement les distributions de profit éventuel provenant de certains partenariats internationaux désignés (coentreprises). Les emprunts doivent être remboursés le 31 décembre 2004 ou sur réception des distributions de profit éventuel provenant de certains partenariats internationaux désignés (coentreprises), selon la première éventualité. Le 23 octobre 2003, la société a emprunté une somme équivalant à 5 000 \$ CAN, en vertu de cette facilité de réserve.

## **8 Information sectorielle et concentration de l'entreprise**

La société compte trois secteurs faisant rapport : Infrastructures, Bâtiments, et Construction industrielle. Cette segmentation reflète la structure actuelle de la société et de sa direction. La catégorie Siège social et autres, dans le résumé ci-dessous, comprend les frais du siège social et les autres activités qui ne sont pas directement attribuables à l'un ou l'autre des secteurs et comprend également les écritures d'élimination liées aux opérations intersectorielles.

### *Infrastructures*

Ce secteur comprend tous les aspects de la construction des infrastructures, notamment les routes et les autoroutes, les voies rapides et les routes à péage, les barrages et les tunnels, les ponts, les aéroports, les installations maritimes, les systèmes de transport en commun et les projets énergétiques ainsi que les réseaux de distribution de services publics, notamment les réseaux de gaz naturel, de télécommunications et d'électricité, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les réseaux de signalisation routière et l'éclairage routier. Les activités de ce secteur comprennent également le développement, la conception, la construction, l'exploitation et le financement des projets d'infrastructures dans le cadre de contrats de divers types : construction-exploitation-transfert, construction-possession-exploitation-transfert ou partenariat public-privé.

### *Bâtiments*

Ce secteur est actif dans le domaine de la construction de bâtiments commerciaux, institutionnels et résidentiels en hauteur principalement au Canada et dans le nord-ouest des États-Unis ainsi que dans la réalisation de projets internationaux choisis.

### *Construction industrielle*

Ce secteur comprend toutes les activités de construction industrielle et de fabrication industrielle de la société. Ces activités comprennent la fabrication de canalisations de faible et de grand diamètre et l'assemblage de modules pour l'industrie pétrochimique ainsi que la conception et la fabrication de générateurs de vapeur à passage unique avec récupération de chaleur destinés à des applications dans des centrales électriques et dans des installations industrielles. Ces activités comprennent également les activités de construction, d'installation et d'entretien industrielles de la société, où la société a acquis une expertise spéciale dans les industries de l'énergie, de l'automobile et de l'acier. Ce secteur comprend également la participation de la société dans Canatom NPM Inc., qui fournit des services de génie et de construction aux marchés de l'énergie nucléaire, et qui était auparavant incluse sous Siège social et autres. Les données des années antérieures ont été regroupées de manière à refléter ce changement.

Voici maintenant l'information par segment faisant rapport :

Au 30 septembre et pour le trimestre terminé à cette date

| <b>2003</b>                               |                 |           |                           |                        |            |
|---|-----------------|-----------|---------------------------|------------------------|------------|
|   | Infrastructures | Bâtiments | Construction industrielle | Siège social et autres | Total      |
| Revenu                                    | 151 796 \$      | 67 889 \$ | 49 839 \$                 | (527) \$               | 268 997 \$ |
| BAIIDA                                    | 1 625 \$        | 330 \$    | 5 646 \$                  | (1 780) \$             | 5 821 \$   |
| Dépréciation et amortissement             | 1 571           | 44        | 417                       | 210                    | 2 242      |
| Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) | 54 \$           | 286 \$    | 5 229 \$                  | (1 990) \$             | 3 579 \$   |
| Intérêts et impôts                        |                 |           |                           |                        | (2 810)    |
| Bénéfice net                              |                 |           |                           |                        | 769 \$     |
| Total de l'actif                          | 295 871 \$      | 66 735 \$ | 77 560 \$                 | 69 680 \$              | 509 846 \$ |
| Dépenses en immobilisations               | 227             | 81        | 59                        | 140                    | 507        |
| Flux de trésorerie lié à l'exploitation   | 567 \$          | – \$      | 5 640 \$                  | (5 141) \$             | 1 066 \$   |

| <b>2002</b>                               |                 |           |                           |                        |            |
|---|-----------------|-----------|---------------------------|------------------------|------------|
|   | Infrastructures | Bâtiments | Construction industrielle | Siège social et autres | Total      |
| Revenu                                    | 170 084 \$      | 79 919 \$ | 52 146 \$                 | (2 254) \$             | 299 895 \$ |
| BAIIDA                                    | 6 493 \$        | 1 324 \$  | 2 887 \$                  | (1 948) \$             | 8 756 \$   |
| Dépréciation et amortissement             | 1 779           | 36        | 404                       | 180                    | 2 399      |
| Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) | 4 714 \$        | 1 288 \$  | 2 483 \$                  | (2 128) \$             | 6 357 \$   |
| Intérêts et impôts                        |                 |           |                           |                        | (3 654)    |
| Bénéfice net                              |                 |           |                           |                        | 2 703 \$   |
| Total de l'actif                          | 351 250 \$      | 65 708 \$ | 77 199 \$                 | 73 489 \$              | 567 646 \$ |
| Dépenses en immobilisations               | 129             | 18        | 249                       | 564                    | 960        |
| Flux de trésorerie lié à l'exploitation   | 4 216 \$        | 1 323 \$  | 1 722 \$                  | (4 075) \$             | (3 186) \$ |

Au 30 septembre et pour les neuf mois terminés à cette date

| 2003                                      |                 |            |                           |                        |             |
|---|-----------------|------------|---------------------------|------------------------|-------------|
|   | Infrastructures | Bâtiments  | Construction industrielle | Siège social et autres | Total       |
| Revenu                                    | 331 021 \$      | 213 644 \$ | 151 080 \$                | (687) \$               | 695 058 \$  |
| BAIIDA                                    | (8 099) \$      | 1 505 \$   | 4 004 \$                  | (3 158) \$             | (5 748) \$  |
| Dépréciation et amortissement             | 4 795           | 125        | 1 257                     | 607                    | 6 784       |
| Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) | (12 894) \$     | 1 380 \$   | 2 747 \$                  | (3 765) \$             | (12 532) \$ |
| Intérêts et impôts                        |                 |            |                           |                        | 1 387       |
| Perte nette                               |                 |            |                           |                        | (11 145) \$ |
| Dépenses en immobilisations               | 614 \$          | 118 \$     | 428 \$                    | 359 \$                 | 1 519 \$    |
| Flux de trésorerie lié à l'exploitation   | (4 438) \$      | 1 505 \$   | 3 926 \$                  | (11 623) \$            | (10 630) \$ |

| 2002                                      |                 |            |                           |                        |            |
|---|-----------------|------------|---------------------------|------------------------|------------|
|   | Infrastructures | Bâtiments  | Construction industrielle | Siège social et autres | Total      |
| Revenu                                    | 360 467 \$      | 261 665 \$ | 146 295 \$                | (4 146) \$             | 764 281 \$ |
| BAIIDA                                    | 11 211 \$       | 3 971 \$   | 516 \$                    | (7 144) \$             | 8 554 \$   |
| Dépréciation et amortissement             | 4 941           | 111        | 1 315                     | 619                    | 6 986      |
| Bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) | 6 270 \$        | 3 860 \$   | (799) \$                  | (7 763) \$             | 1 568 \$   |
| Intérêts et impôts                        |                 |            |                           |                        | (3 833)    |
| Perte nette                               |                 |            |                           |                        | (2 265) \$ |
| Dépenses en immobilisations               | 715 \$          | 53 \$      | 1 057 \$                  | 895 \$                 | 2 720 \$   |
| Flux de trésorerie lié à l'exploitation   | 9 896 \$        | 3 965 \$   | (669) \$                  | (13 507) \$            | (315) \$   |

Le BAIIDA est le bénéfice ou la perte avant les intérêts, l'impôt sur le bénéfice, la dépréciation et l'amortissement. Le bénéfice d'exploitation sectoriel (perte) est le bénéfice net (perte) avant les intérêts et l'impôt sur le bénéfice. Les flux de trésorerie liés à l'exploitation sont exprimés avant la variation des autres soldes liés à l'exploitation.

## 9 Données comparées

Certaines données comparées ont été regroupées pour correspondre à la présentation des données adoptée pour le trimestre et pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2003.



**Groupe Aecon Inc.**

3660, avenue Midland

Toronto (Ontario)

Canada M1V 4V3

Téléphone 416-754-8735

Télécopieur 416-293-0271

[aecon@aecon.com](mailto:aecon@aecon.com)

[www.aecon.com](http://www.aecon.com)